

Communauté de Communes du Pays Mornantais



1. Dossier de déclaration de projet

1.1. Notice justifiant de l'intérêt général de l'opération d'aménagement

Plan Local d'Urbanisme de Mornant approuvé le 21 Mars 2016, mise à jour approuvée le 22 Mars 2016, modification n°1 approuvée le 3 Décembre 2018, déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvée le 4 Février 2019

Plan Local d'Urbanisme de Chassagny approuvé le 27 Février 2014, modification simplifiée approuvée le 26 Janvier 2015, mises à jour approuvées les 3 Septembre 2014, 10 Août 2015, 9 Mars 2016 et le 14 Janvier 2017

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Laurent-d'Agnay approuvé le 15 Avril 2013, modification n°1 approuvée le 9 Juillet 2015, modification n°2 approuvée le 8 Avril 2019, modification n°3 en cours

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU de Mornant, Saint Laurent-d'Agnay et Beauvallon (Chassagny) pour un projet économique sur le secteur des Platières, menée par la communauté de communes du Pays Mornantais

Prescription par délibérations du Conseil Communautaire en date des 28 Novembre 2017 et 18 Décembre 2018

Réf : 45007

PREAMBULE

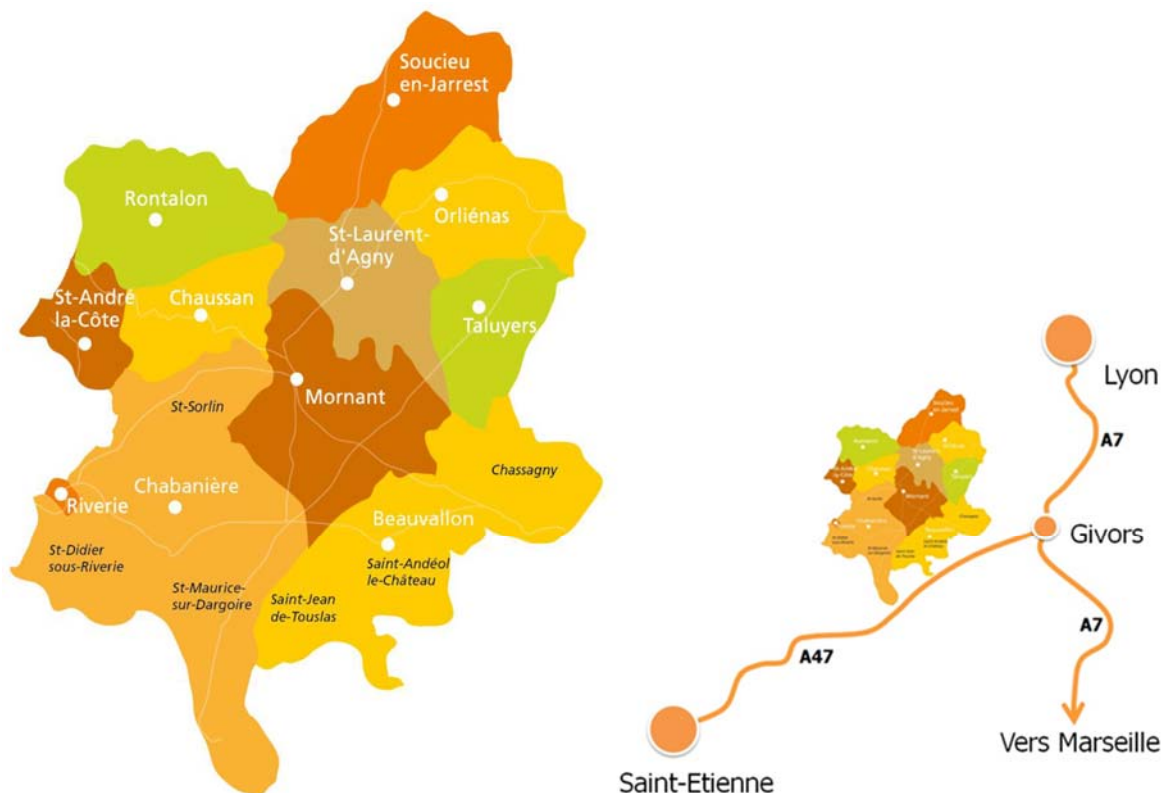
La présente notice a pour objectif de justifier de l'intérêt général du développement du parc d'activités des Platières localisé à l'interface des communes de Mornant, Beauvallon et Saint-Laurent-d'Agy. Le projet d'extension présente un intérêt général pour le territoire et ses occupants en renforçant l'activité économique par l'accueil d'entreprises créatrices et porteuses d'emplois relevant principalement de la filière agro-alimentaire.

SOMMAIRE

Préambule	2
Sommaire	3
1. Présentation du territoire	4
1.1 Le territoire de Mornant	5
1.2 Le territoire de Beauvallon (Chassagny)	5
1.3 Le territoire de Saint Laurent d’Agnay	6
1.4 Les Zones d’Activités Economiques (ZAE) du territoire de la COPAMO	6
2. Caractéristique du projet d’extension de la ZAE des Platières	8
2.1 Historique du projet	8
2.2 Le SCOT et la stratégie ERC (Evitement – Réduction – Compensation) de la collectivité	8
2.3 Le périmètre définitif du projet d’extension	10
2.4 Les objectifs du Schéma de Développement Economique de la COPAMO	11
2.5 Saturation des espaces économiques et perspectives	12
2.6 Une opportunité d’accueillir des prospects structurants de la filière agro-alimentaire	13
2.7 Les objectifs du projet d’extension de la ZAE des Platières	14
3. Principales dispositions des PLU en lien avec le projet	16
3.1 Synthèse OAP et règlement sur la partie Mornant	16
3.2 Synthèse OAP et règlement sur la partie Saint Laurent d’Agnay	17
3.3 Synthèse OAP et règlement sur la partie Beauvallon (Chassagny)	19
4. La procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité des PLU	22
4.1 Rappel réglementaire	22
4.2 Déroulement de la procédure	23
Annexes	24
Annexe 1 : délibération du Conseil Communautaire de la COPAMO de prescription de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU de Mornant, Chassagny et Saint Laurent d’Agnay	24
Annexe 2 : délibération complémentaire du Conseil Communautaire de la COPAMO relative à l’évolution du périmètre d’extension de la zone d’activités des Platières	28
Annexe 3 : étude agricole sur le secteur d’étude réalisée par la Chambre d’Agriculture avec un rendu en date du 29 Août 2012	31
Annexe 4 : étude de définition des enjeux de préservation des espèces et des milieux naturels réalisée en Octobre 2012 par le Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels	32

1. PRESENTATION DU TERRITOIRE

La COPAMO, est un territoire péri-urbain à mi-distance entre deux grandes agglomérations. Située au Sud-Ouest du département du Rhône, elle se trouve sur l'axe qui relie la Métropole de St Etienne à la Métropole de Lyon. Elle est constituée de 11 communes (dont 2 communes nouvelles) et s'étend sur 14 449 hectares avec plus 28 500 habitants.



La **dynamique économique** de la COPAMO se caractérise par :

- Une augmentation croissante de la population (en moyenne 360 nouveaux habitants par an, supérieure à l'augmentation départementale),
- Une dynamique de création d'entreprises (16,3% en 2014),
- Des réseaux d'entreprises constitués avec une fonction de locomotive, notamment le CERCL,
- Des zones d'activités avec un très fort taux d'occupation (et peu de disponibilité foncière),
- Un cadre attractif avec de nombreux espaces naturels et des paysages de qualité,
- Un secteur agricole dynamique et vecteur d'emplois.

Le territoire de la **COPAMO connaît également une dynamique résidentielle.**

La COPAMO compte 1 emploi pour 2 actifs sur le territoire. Aujourd'hui, plus de 53 % de la population active travaille en dehors du territoire communautaire et génère d'importants flux automobiles. La création d'emploi au cœur du territoire communautaire permettra de limiter la part d'évasion et donc contribuer à la diminution des flux pendulaires.

Les secteurs de l'agriculture et de l'industrie dont le nombre d'emploi a diminué entre 2009 et 2014 sont prioritaires dans le cadre de la politique économique de la Copamo qui vise à les préserver, développer et structurer sur le territoire.

La COPAMO présente un tissu entrepreneurial important avec plus de 2 500 établissements dont 73,4 % n'ont pas de salariés. Il est donc important de permettre à des grandes entreprises pourvoyeuses d'emplois avec un ancrage territorial de s'implanter sur le territoire.

Le développement de la Communauté de Communes doit intégrer :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de l'Ouest Lyonnais, document approuvé le 2 février 2011 et en cours de révision,
- La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise qui a été approuvée par le décret n°2007-45 du 09 janvier 2007 et modifiée en 2015 (modification approuvée par arrêté préfectoral du 25 mars 2015).

La DTA mentionne 2 hiérarchies de zone d'activités : **les zones d'envergure métropolitaine** et **les zones de niveau intercommunal**. Celle-ci fixe plusieurs prescriptions pour le territoire autour de Mornant :

- La richesse agricole, la qualité paysagère et un environnement naturel remarquable qui sont à protéger,
- Le plateau n'est pas destiné à recevoir des installations ou équipements d'agglomération, mais la création de zones nouvelles, destinées à l'activité industrielle, artisanale, commerciale ou de loisirs est possible, sous condition qu'elle soit décidée dans le cadre d'une politique intercommunale.

Ces orientations ont ensuite été déclinées et reprises dans le cadre du SCOT de l'Ouest Lyonnais sur ce territoire.

La collectivité a porté son choix sur le site des Platières qui représente déjà un lieu économique structurant du territoire, accessible (au carrefour des D342 et D83 avec un accès vers la D30) et qui bénéficie d'un certain nombre de services aux entreprises et salariés.

Privilégier une extension de ce site était la solution naturelle pour éviter le mitage du territoire par de multiples sites économiques de taille modeste, souvent moins qualitatifs et mal équipés en services pour les entreprises.

1.1 LE TERRITOIRE DE MORNANT

Mornant est chef-lieu de canton et la commune centrale de la COPAMO. Elle compte 5 550 habitants pour une superficie de 15,76 km². C'est la commune du territoire qui dispose de l'offre de commerces et de services la plus étoffée.

Mornant compte 678 établissements dont 8% dans le secteur industriel. 262 établissements relèvent de la sphère productive. Sur la commune de Mornant et principalement sur la Zone d'Activité Economique, 12 établissements ont entre 20 et 49 salariés, et 3 entreprises de plus de 50 salariés.

1.2 LE TERRITOIRE DE BEAUVALLON (CHASSAGNY)

A 300 mètres d'altitude, Chassagny se situe sur le plateau qui surplombe la vallée du Gier et fait la jonction entre la vallée du Rhône. La commune comptait 1 276 habitants pour une superficie de 9,33 km².

En Janvier 2018 les communes de Chassagny, St-Andéol-le-Château et St-Jean-de-Touslas ont fusionné pour former la commune nouvelle de Beauvallon. Cette nouvelle commune compte 71 établissements dont 30 dans la sphère productive.

1.3 LE TERRITOIRE DE SAINT LAURENT D'AGNY

Village de 2 109 habitants pour une superficie de 10.55 km², à une vingtaine de kilomètres de Lyon. Le centre-bourg de Saint Laurent d'Agnay s'est agrandi récemment pour permettre l'installation de plusieurs commerces.

La commune de Saint-Laurent-d'Agnay a modifié récemment son PLU permettant d'ouvrir une zone à vocation économique sur 4,4 hectares répondant à un projet urgent d'implantation d'une entreprise agro-alimentaire.

Saint Laurent d'Agnay compte 211 établissements dont 7% dans le secteur industriel. 96 établissements relèvent de la sphère productive.

1.4 LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES (ZAE) DU TERRITOIRE DE LA COPAMO

Le territoire intercommunal compte 8 ZAE qui s'étendent sur 112,8 ha.

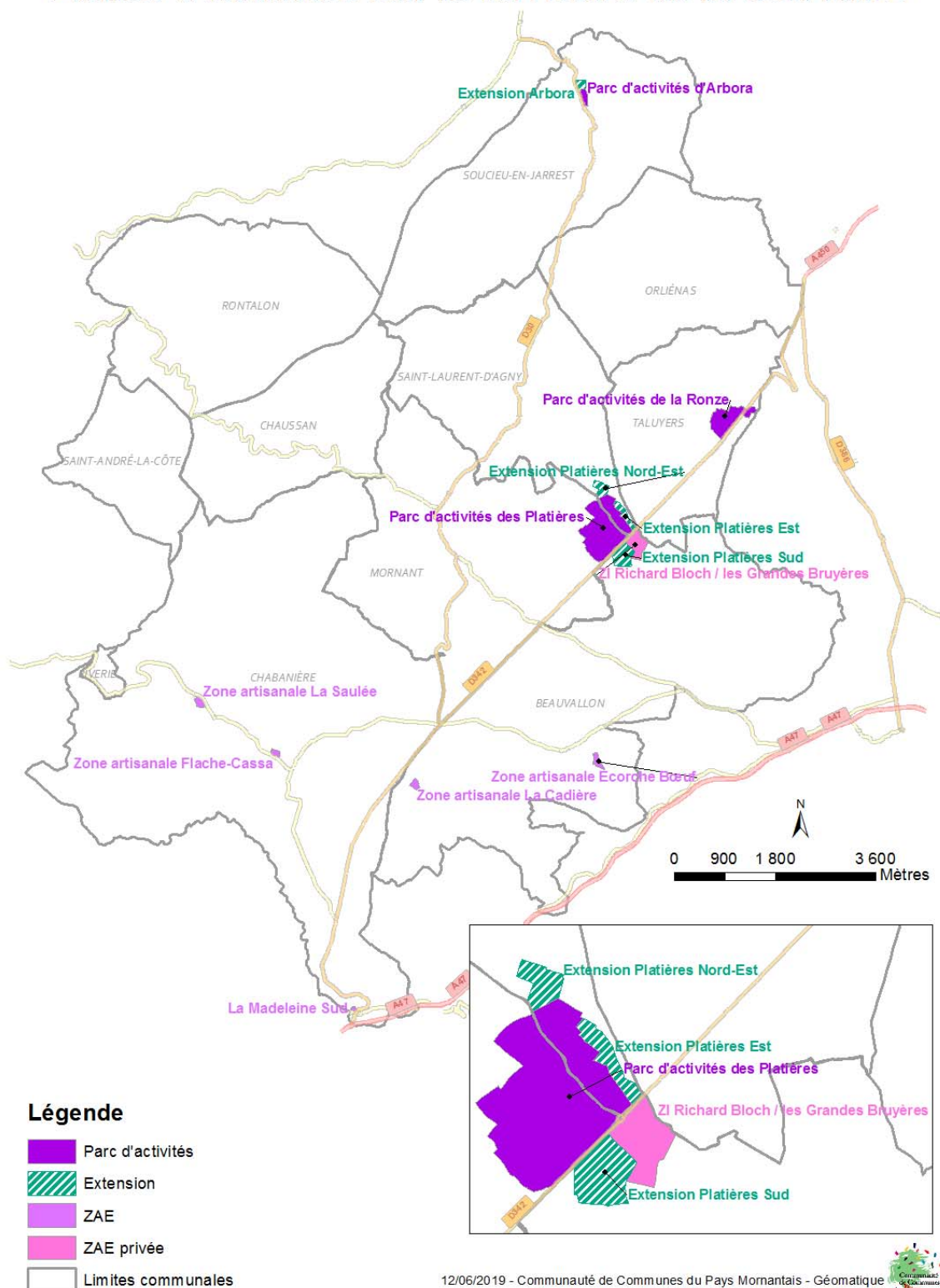
Les trois principales zones d'activités économiques de l'intercommunalité (Platières, Ronze et Arbora) se situent le long de l'axe RD 342 sur les communes de Taluyers, Mornant et Saint-Laurent d'Agnay et le long de la RD 30 à Soucieu-en-Jarrest. Les autres ZAE, plus petites sont dispersées sur les autres communes du territoire.

Les trois principales ZAE, de plus de 10 ha chacune, totalisent en cumulé 99 ha, dont 65 ha pour le seul Parc d'activités des Platières (soit 88% de la surface totale des ZAE de la Communauté de communes).

Aujourd'hui seule la ZAE de la RONZE dispose d'un tènement privé de 9 000 m² pour répondre aux besoins des entreprises.

A ce jour, la ZAE des platières ne présente plus de disponibilité foncière.

Zones d'activités sur le territoire de la COPAMO



2. CARACTERISTIQUE DU PROJET D'EXTENSION DE LA ZAE DES PLATIERES

2.1 HISTORIQUE DU PROJET

Ce projet d'extension est porté depuis plus de 10 ans par les élus du territoire. Muri, réfléchi et concerté, il est aujourd'hui une réponse structurante à des besoins de la filière agro-alimentaire. Il est fortement attendu par les acteurs économiques depuis la dernière extension datant de 1998.

Une concertation volontaire et d'ampleur a été mise en œuvre dès 2010 par la Copamo, sur la base d'une étude agricole et environnementale, permettant de déterminer les enjeux du territoire, étudier et orienter une localisation et un dimensionnement du projet économique ayant l'impact sur le foncier agricole et environnemental le plus faible. *Ces études sont jointes en annexes 3 et 4 de la présente notice.*

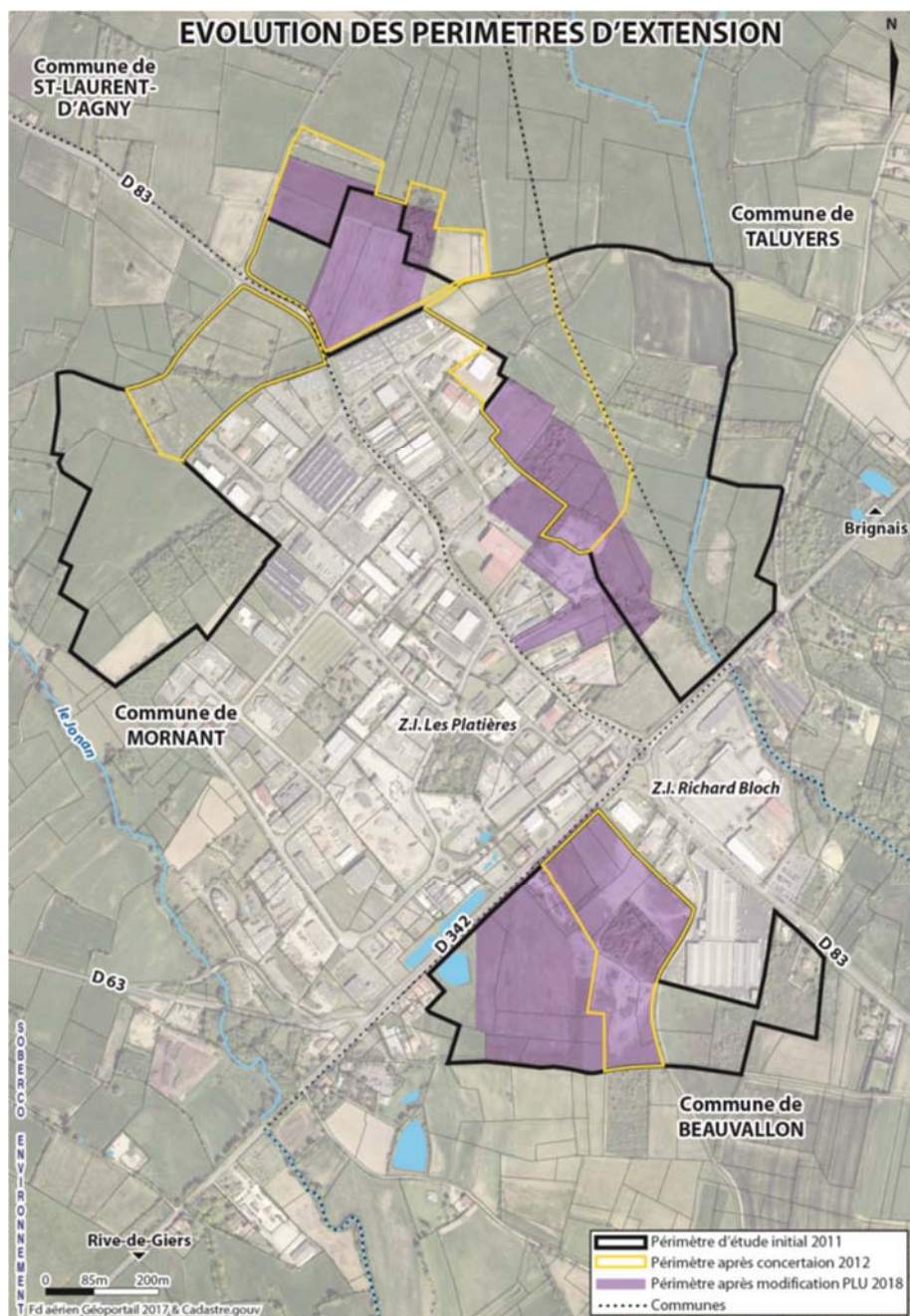
Les associations de défense de l'environnement et le monde agricole ont été étroitement associés aux études pré-opérationnelles de développement de l'extension du parc d'activités pour parvenir à la définition du périmètre d'extension (CEN, LPO, FRAPNA, SCL, Fédération de Chasse, Chambre de l'Agriculture, FDSEA, Confédération Paysanne, Agriculteurs concernés par l'extension...).

En matière de portage du foncier, de viabilisation et de commercialisation, l'incitative est laissée aux aménageurs privés. La Communauté de Communes est en charge de la présente Déclaration de Projet emportant la mise en compatibilité des PLU et reste étroitement associée pour le choix des prospects.

2.2 LE SCOT ET LA STRATEGIE ERC (EVITEMENT – REDUCTION – COMPENSATION) DE LA COLLECTIVITE

La collectivité a travaillé sur un périmètre initialement plus large dès 2010 pour tenter de répondre aux besoins d'accueil des entreprises (périmètre d'étude au-delà de 60 hectares).

Pour rappel, le SCOT autorise une extension de la Zone d'Activités des Platières de 39,4 hectares en deux phases : 20 hectares avant 2020 et le reste après 2020.



Conscients des enjeux présents dans le périmètre d’extension, **une stratégie d’évitement** a été mise en œuvre très en amont du projet opérationnel, dès la démarche de concertation réalisée en 2010 et 2011 sur la base d’un diagnostic agricole et environnemental (réalisé par le Conservatoire des Espaces Naturels et la Chambre d’agriculture) et des préconisations formulées par la profession agricole et les associations environnementales. Elle s’est poursuivie lors des investigations complémentaires notamment environnementales qui ont été conduites entre 2015 et 2018. Ces études de diagnostic agricole et environnemental sont présentes en annexes 3 et 4 de la présente notice d’intérêt général.

Au niveau agricole, la volonté de minimiser le prélèvement foncier et l’impact sur les exploitations a été constant en retirant les parcelles les plus intéressantes d’un point de vue agronomique ou qui pourraient mettre en péril le fonctionnement économique des exploitations agricoles. Ainsi, une grande parcelle cultivée en agriculture biologique de 6.4 ha sur le secteur Nord (commune de Mornant) a été volontairement sortie du périmètre d’extension.

Le secteur d'extension potentielle côté Est (commune de Taluyers) a été écarté car présentant des grandes parcelles agricoles équipées en réseau d'irrigation. Lors de la concertation de 2010-2011, il avait été exigé de la part du monde agricole que l'investissement du secteur Sud (agriculture biologique) ne pourrait être réalisé qu'au moment de l'arrêt d'activité de l'exploitant en place. Cette condition a été respectée et les parcelles ont été intégrées dans le périmètre d'extension dès lors que l'exploitant a fait connaître sa décision.

Par ailleurs la collectivité exige de l'aménageur privé dans sa démarche de pré-commercialisation de favoriser l'implantation d'entreprises de taille importante, structurante, limitant ainsi la multiplication des accès. Pour les projets d'entreprises de taille inférieure, la mutualisation des parkings est préconisée systématiquement.

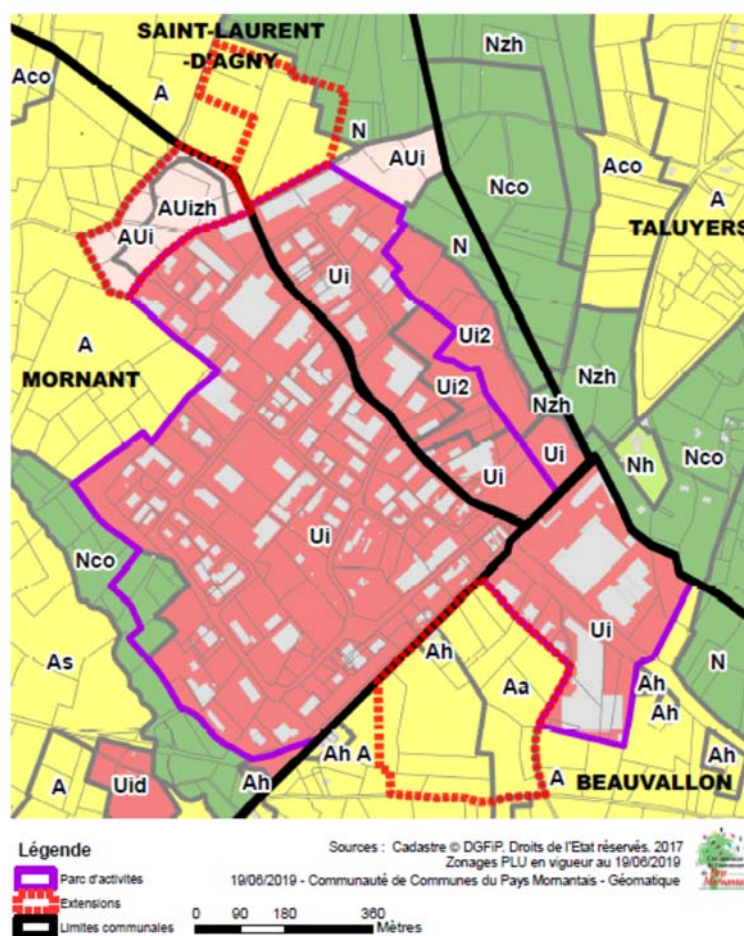
L'ensemble de ces éléments sont détaillés dans l'évaluation environnementale, effectuée par le Bureau d'Etudes SOBERCO, annexée au présent dossier.

2.3 LE PERIMETRE DEFINITIF DU PROJET D'EXTENSION

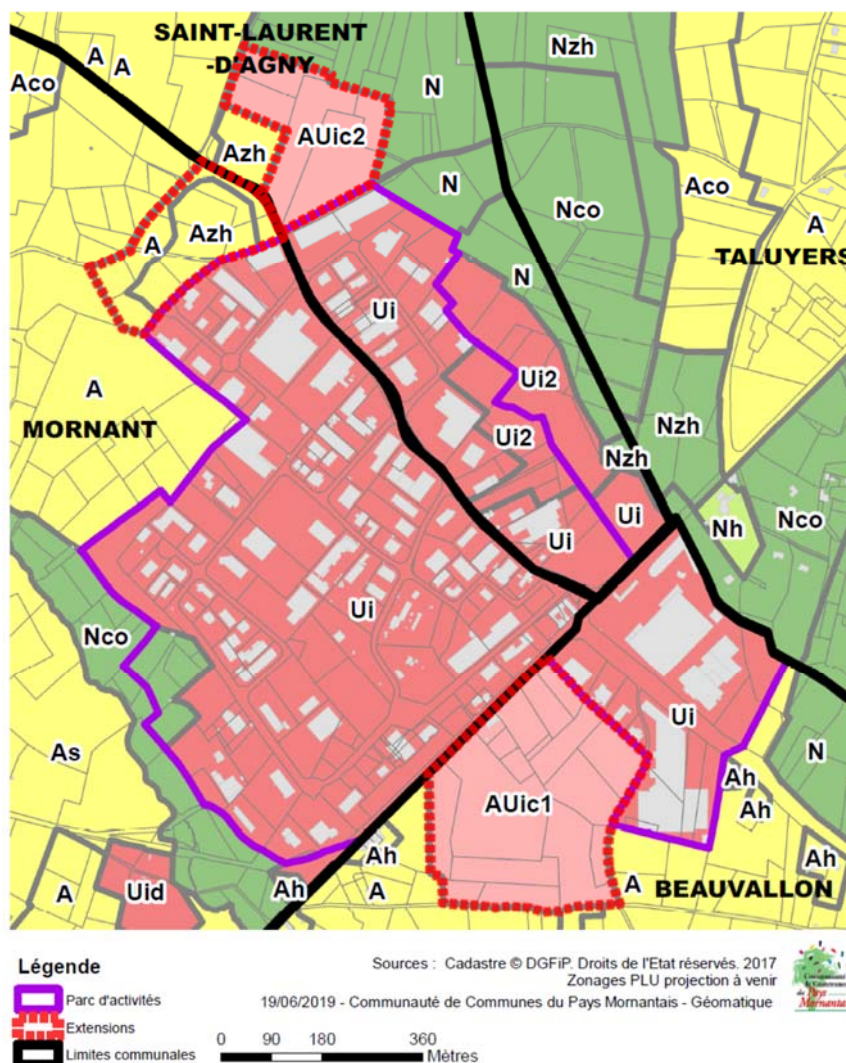
Dans le cadre de la stratégie « Eviter, Réduire, Compenser » de la collectivité, et sur la base des recommandations faites au niveau de l'évaluation environnementale, c'est uniquement **21,7 hectares** qui seront finalement développés en totalité comprenant 4,4 hectares de la modification du PLU de Saint Laurent d'Agny (déjà opposable), 5,4 hectares du secteur Nord-Est, et 11.9 hectares du secteur Sud.

ZAE des Platières

Avant mise en compatibilité



ZAE des Platières Après mise en compatibilité



2.4 LES OBJECTIFS DU SCHEMA DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA COPAMO

Parallèlement, la COPAMO a élaboré avec les forces vives du territoire et adopté en octobre 2018, un Schéma de Développement Economique (SDE) dont l'économie agricole est un axe fort de développement. Celui-ci valorise la filière agricole comme une filière d'excellence du territoire qu'il convient de compléter, structurer et valoriser.

Les priorités du SDE pour les années à venir...

SOUTENIR L'ENTREPRENEURIAT

- Favoriser l'accueil de nouvelles entreprises, notamment en lien avec les filières stratégiques du territoire,
- Promouvoir la création d'activités et favoriser leur pérennité,
- Accompagner les entrepreneurs aux moments clés du cycle de vie des entreprises, en apportant des réponses à leurs besoins en recrutement, services, foncier ou immobilier.

DEVELOPPER LE TOURISME

- Faire du tourisme un vecteur de rayonnement et de création de richesse avec une politique de marketing territorial,
- Conforter l'office de tourisme intercommunautaire pour capter de nouveaux publics.

CONSOLIDER LES FILIERES D'EXCELLENCE DU TERRITOIRE

- Développer une agriculture durable, diversifiée et respectueuse de l'environnement en privilégiant les circuits alimentaires de proximité,
- Rapprocher les exploitants d'industriels et de partenaires pour trouver de nouveaux débouchés,
- Faciliter la transition et la modernisation d'activités locales à forte valeur ajoutée.

RENFORCER L'ECONOMIE DE PROXIMITE

- Soutenir l'artisanat, les commerces de proximité et les services aux habitants, notamment dans les cœurs de villages,
- Favoriser les échanges et coopérations entre les villages pour la création de villages en réseau.

POUSUIVRE LES AMENAGEMENTS ENGAGES

- Poursuivre l'extension de la ZAE des Platières,
- Poursuivre la réflexion sur la requalification de l'ensemble des ZAE du territoire,
- Développer la production d'ENR à partir des nouvelles constructions,
- Mettre en place de nouveaux modes de déplacements,
- Développer la desserte du territoire,
- Aménager en préservant la qualité des espaces et de manière raisonnée.

FAVORISER LES NOUVELLES FORMES D'ECONOMIES

- Innover avec de nouvelles formes d'économie, comme l'économie verte, l'économie collaborative, l'économie 4.0, l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire.

DEVELOPPER LES PARTENARIATS ECONOMIQUES

- Tisser des relations économiques durables entre entrepreneurs et territoires,
- Favoriser les partenariats avec les Métropoles, et notamment la Métropole de Lyon.

Ce schéma intègre plusieurs objectifs liés à la fois au projet d'extension de la ZAE mais également à la structuration d'une filière complète dans le secteur de l'agroalimentaire. En effet, la collectivité travaille en étroite collaboration avec la Métropole de Lyon sur son Projet Alimentaire Territoriale (PAT), qui prévoit d'augmenter la part d'approvisionnement en produits locaux et bio dans sa gestion de la restauration collective (cette part représente aujourd'hui 5% d'approvisionnement dans un rayon de 50 km).

Le projet d'extension de la Zone d'Activités des Platières permettra ainsi de lever les freins identifiés :

- Absence d'industriel lié à la transformation alimentaire,
- Absence de logisticien de proximité spécialisé dans l'agroalimentaire,
- Absence de structure d'appui aux exploitants tant pour la valorisation des déchets que la production d'engrais permettant une transition rapide vers de la production bio.

2.5 SATURATION DES ESPACES ECONOMIQUES ET PERSPECTIVES

La COPAMO met à jour régulièrement l'ensemble des données économiques de son territoire. Son dernier diagnostic (2018), confirme certaines tendances à la hausse depuis plusieurs années :

- Des zones d'activités aujourd'hui saturées et ne pouvant répondre aux besoins en développement d'entreprises déjà présentes et qui freinent le développement de l'accueil de nouvelles entreprises.
- Des flux pendulaires toujours plus importants avec plus de 53% des actifs qui travaillent hors du territoire de la COPAMO,
- Un territoire qui concentre peu d'emplois (indice de concentration de 53,3 en 2017, le chiffre le plus bas de Syndicat de l'Ouest Lyonnais et largement inférieur à l'objectif du SCOT fixé à 75).

La collectivité souhaite à la fois privilégier le cadre de vie de ses habitants tout en répondant aux besoins économiques du territoire.

Par un développement raisonné et raisonnable, elle a fait le choix de réserver le nouveau foncier économique à deux types de projets :

- Les projets de développement des entreprises déjà présentes sur le territoire,
- Les nouveaux projets du secteur de la filière agro-alimentaire au profit des exploitants agricoles en termes de débouchés et du secteur de la métallurgie dans un souci de développement et de consolidation des entreprises déjà présentes sur le territoire.

Il a été également décidé d'éviter le « mitage » par l'ouverture à l'urbanisation de la ZAE en extension.

2.6 UNE OPPORTUNITE D'ACCUEILLIR DES PROSPECTS STRUCTURANTS DE LA FILIERE AGRO-ALIMENTAIRE

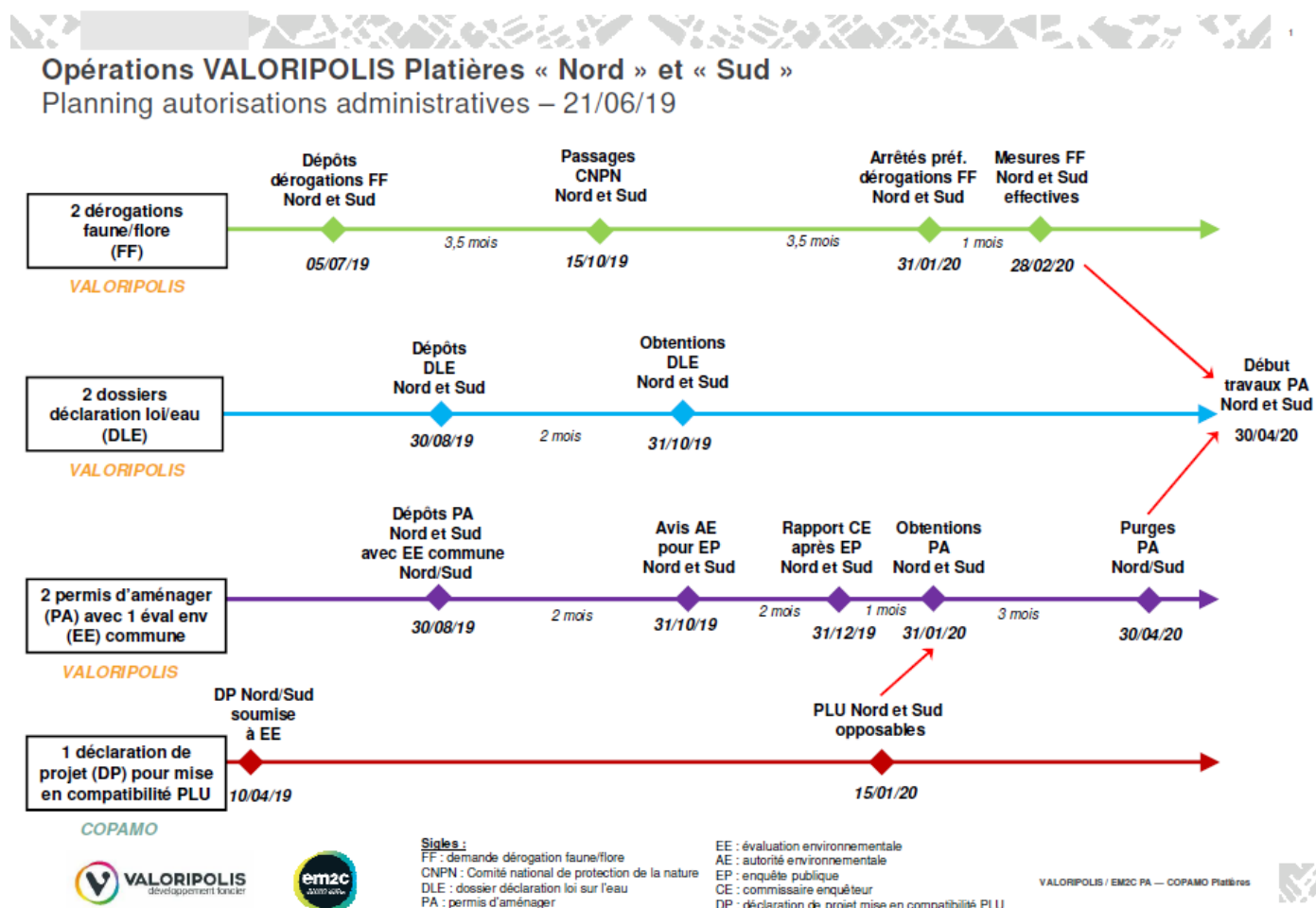
La collectivité travaille depuis plusieurs mois avec un aménageur privé sur le projet d'extension, tant sur la maîtrise foncière, que la pré-commercialisation des espaces, et l'accompagnement à la recherche de solutions de compensation collective. Une procédure claire a été mise en place pour la sélection de prospects en lien avec la politique du territoire.

C'est ainsi que la COPAMO, qui a la charge des études d'évolution du PLU dans le cadre de la procédure de déclaration de projet engagée, a présélectionné des prospects en lien avec le développement et la consolidation d'une filière agroalimentaire répondant à des besoins des exploitants du territoire :

ACTIVITE	NBRE D'EMPLOIS	MONTANT INVESTISSEMENT	INTERET POUR LE TERRITOIRE	DELAI POUR LE DEMARRAGE DU PROJET DE CONSTRUCTION
Unité de Méthanisation Valorisation des bio-déchets	10 en création	15 millions	Production de Digestat – Production d'énergie verte – Solution de compostage pour les agriculteurs	Avril / juin 2020
Légumerie / Cuisine centrale / Institut de formation des chefs	35 en création	7 millions	Politique zéro gaspillage – Achat de produits locaux et bio pour plus de 50% - Formation	Avril / juin 2020
Logisticien de proximité en agro-alimentaire	190 (en transfert et création)	12 millions	Travail sur une desserte locale –déjà client historique d'entreprises présentes sur le territoire	Mars / avril 2020

Sur l'ensemble des prospects pré-validés par la collectivité, c'est un potentiel de plus de 800 emplois nouveaux sur le territoire à 3 ans (dont 50% en création).

La maîtrise du planning du projet d'extension est un élément essentiel et reste une contrainte forte pour éviter le risque de perte d'importants prospects, répondant à la volonté de structuration d'une filière complète dans l'agro-alimentaire.



2.7 LES OBJECTIFS DU PROJET D'EXTENSION DE LA ZAE DES PLATIERES

Le projet d'extension de la zone d'activités des Platières vise plusieurs objectifs :

➤ Economiques :

- Répondre aux besoins des entreprises, notamment celles déjà présentes sur le territoire,
- Accueillir de grandes entreprises pourvoyeuses d'emplois locaux non « délocalisables » dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de la métallurgie,
- Structurer et développer une filière au bénéfice des agriculteurs, arboriculteurs et éleveurs du territoire,
- Atteindre une taille suffisante pour développer les services aux entreprises et aux salariés aux bénéfices des ZAE des Platières mais également de la ZAE de la Ronze,
- Renforcer la desserte des ZAE des Platières et de la ZAE de la Ronze,
- Appréhender les zones des Platières et des Grandes Bruyères (zone privée riveraine) comme une seule entité urbaine dont l'image et l'unité seront renforcées par les futures extensions,
- Apporter des réponses aux dysfonctionnements et manques actuels constatés,
- Requalifier l'ensemble du site au niveau des aménagements...

➤ **Environnementaux :**

- Favoriser l'activité agricole,
- Diminuer les flux pendulaires (diminution des émissions de gaz à effet de serre) par de la création d'emploi au niveau local,
- Inciter à l'installation d'équipements d'énergie renouvelable,
- Permettre la mise en place d'un ensemble urbain cohérent, identifié et identifiable,
- Favoriser l'intégration de la zone d'activités dans son territoire notamment en lien avec le territoire agricole
- Affirmer des grands continuums écologiques.

3. PRINCIPALES DISPOSITIONS DES PLU EN LIEN AVEC LE PROJET

De manière générale, pour les parties d'extension de la ZAE sur les communes de Saint Laurent d'Agnay et Beauvallon, seront autorisés :

- Les bâtiments industriels, artisanaux, tertiaires ou à usage d'entrepôts,
- Les commerces sous réserves qu'ils constituent un espace d'exposition-vente, dans la limite de 300 m² de surface de plancher de surface de vente au total, à condition d'être directement liés à une activité de production existante sur le même tènement et à condition que la surface commerciale n'excède pas 50% de la surface de plancher affectée à la production,
- Uniquement sur Beauvallon les commerces sous condition qu'ils soient nécessaires à la vie de la zone et aux entreprises, dans la limite de 300 m² de surface de plancher de surface de vente au total, notamment restauration, vente de carburants ...
- Une harmonie générale respectée à travers un référentiel « général » qui encadre les teintes suivant des nuanciers pour les bardages et façades, pour le grillage, et exclut les couleurs vives, criardes et agressives.

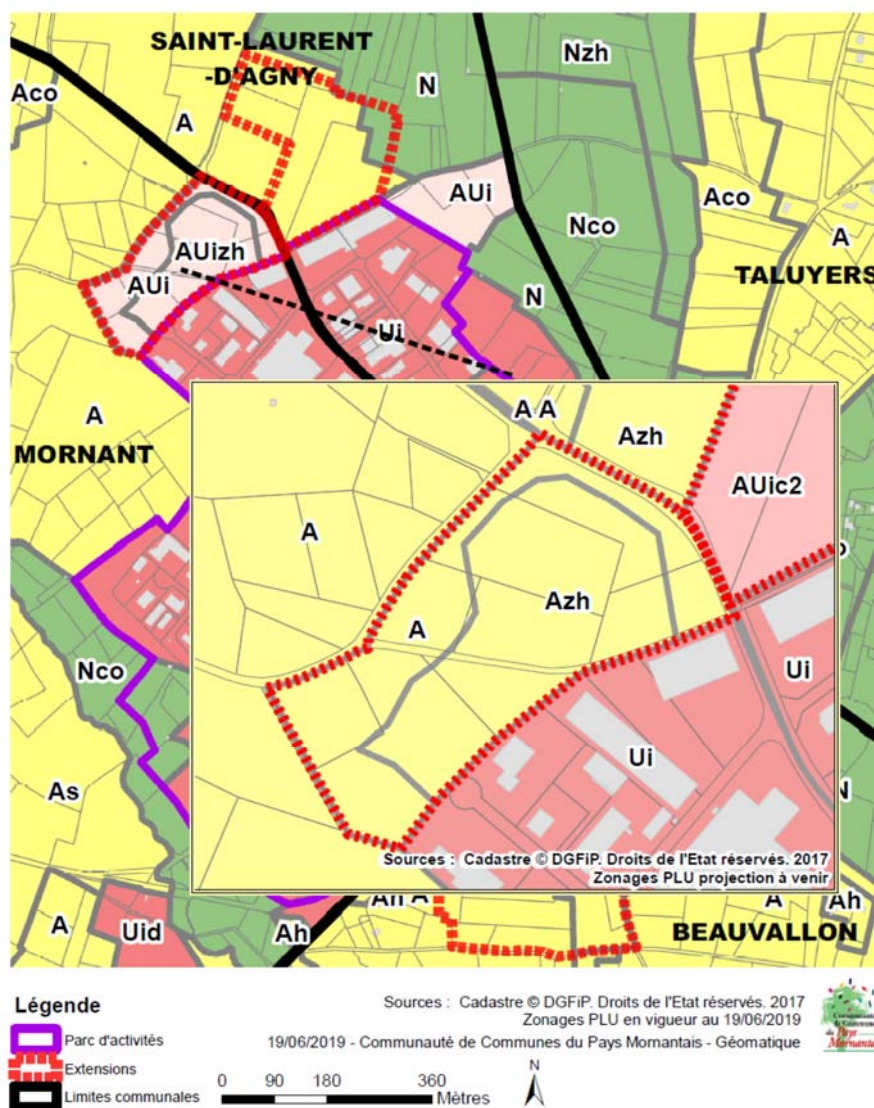
Les règlements favorisent une intégration dans le site et une adaptation au terrain naturel. 15% des surfaces non bâties devront faire l'objet de création d'espaces verts et de plantations (dont 1/3 arboré).

L'ensemble des règlements sont dans chaque dossier de mise en compatibilité du PLU.

3.1 SYNTHESE OAP ET REGLEMENT SUR LA PARTIE MORNANT

Compte tenu des enjeux agricoles et environnementaux, aucune extension de la ZAE n'est prévue sur le territoire de la commune de Mornant.

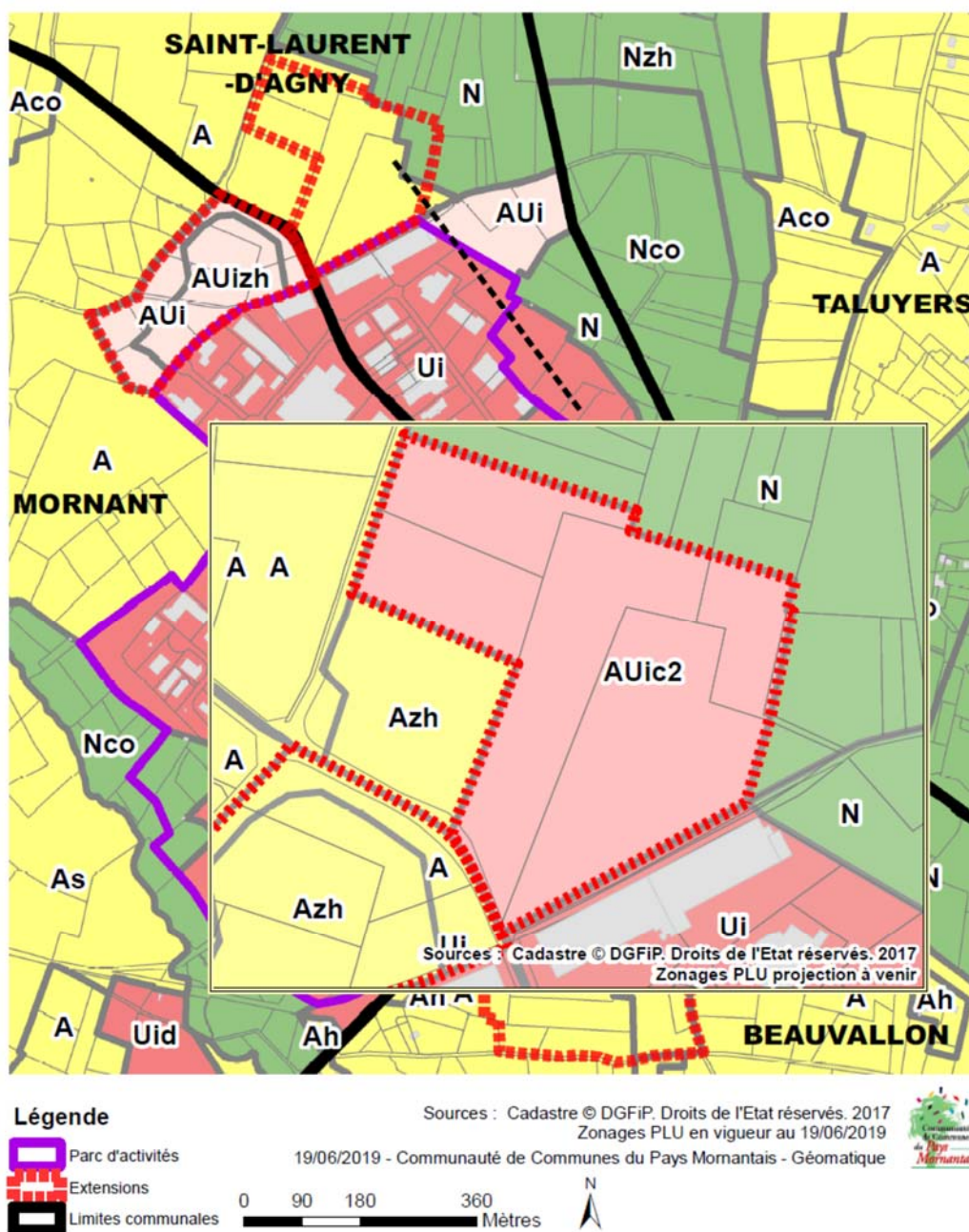
Le périmètre envisagé dans un premier temps pour l'extension sera finalement classé en zone agricole et en zone humide.

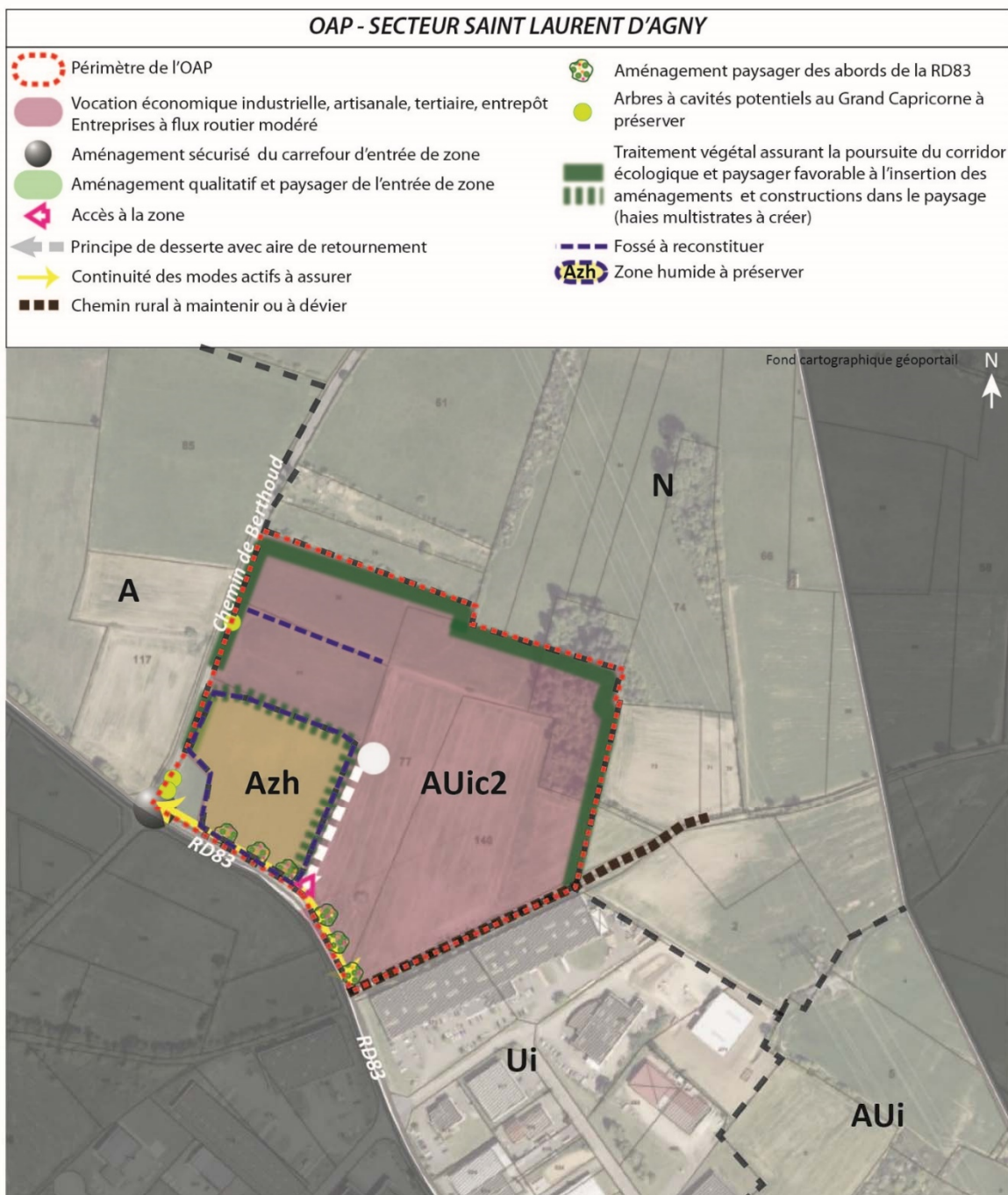


3.2 SYNTHESE OAP ET REGLEMENT SUR LA PARTIE SAINT LAURENT D'AGNY

Compte tenu des enjeux environnementaux et agricoles, le périmètre envisagé a été réduit de 8,2 à 5,4 hectares, avec la préservation des zones humides et d'arbres à cavités présents sur le site.

La zone à vocation économique industrielle, artisanale, tertiaire et d'entrepôts est vouée à des entreprises avec un flux modéré. La hauteur maximale des futurs bâtiments (à l'égout de toiture) est fixée à 12 mètres.

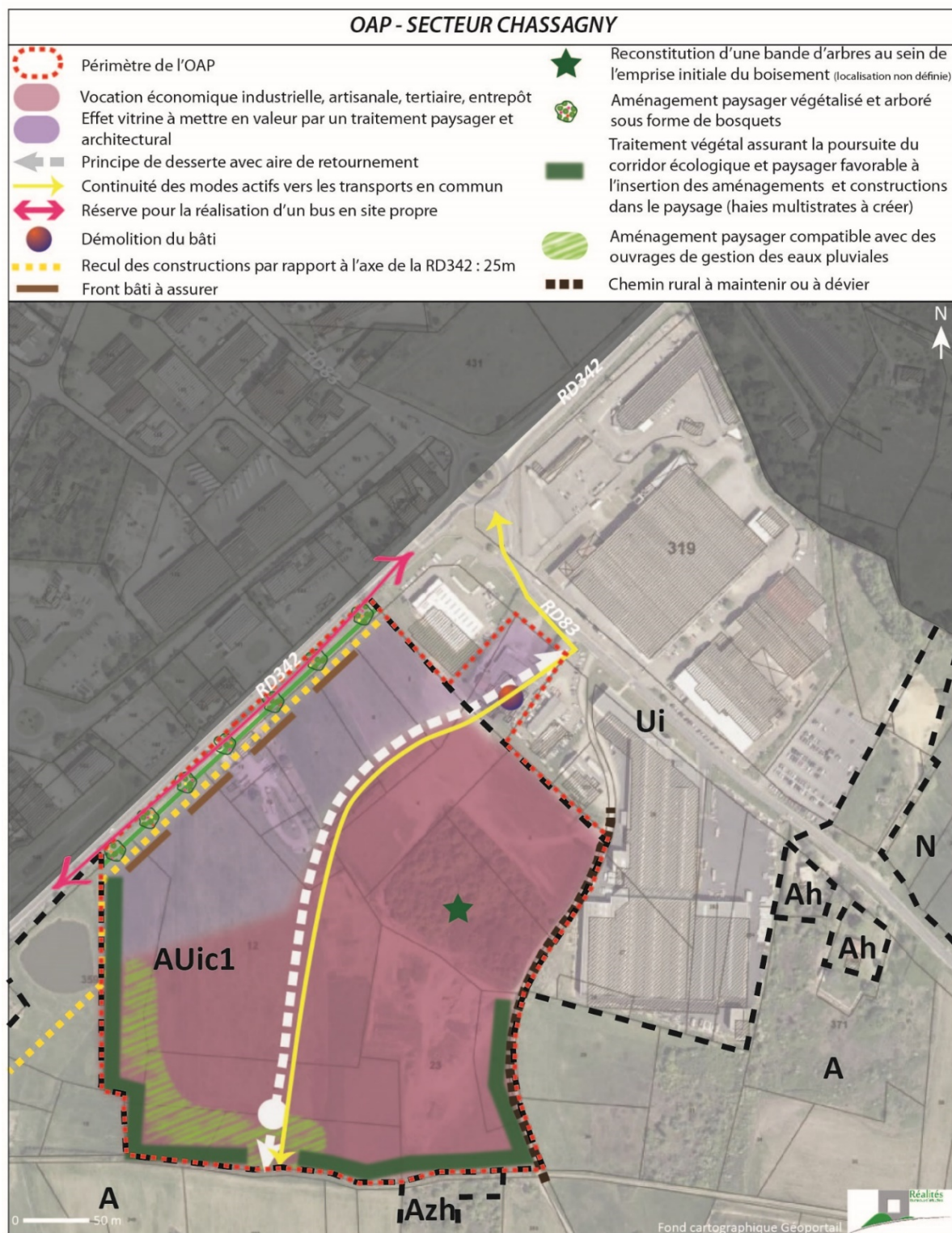




3.3 SYNTHESE OAP ET REGLEMENT SUR LA PARTIE BEAUVALLON (CHASSAGNY)

Compte tenu des enjeux agricoles, le périmètre envisagé a été réduit de 15 à 11,9 hectares.

La zone sera à vocation économique industrielle, artisanale, tertiaire et d'entrepôts. La hauteur maximale des futurs bâtiments (à l'égout de toiture) est fixée à 16 mètres.



4. LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPOR- TANT LA MISE EN COMPATIBILITE DES PLU

4.1 RAPPEL REGLEMENTAIRE

Conformément aux dispositions des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays Mornantais a décidé de lancer une déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes de Mornant, Chassagny (devenue Beauvallon) et Saint-Laurent-Agny, par délibération en date du 28 Novembre 2017 (délibération jointe en annexe n°1) pour un projet économique, d'extension de la zone d'activités économique des Platières.

La Communauté de Communes du Pays Mornantais souhaite ainsi permettre le développement du parc d'activité des Platières, favorable à l'accueil de nouvelles activités, au confortement des activités existantes et à la création d'emplois, sur un territoire présentant un potentiel d'accueil très limité et un nombre d'actifs nettement supérieur à celui des emplois. L'extension du parc vise aussi à atteindre une taille suffisante pour développer les services aux entreprises et aux employés, tout en limitant les impacts sur l'espace agro-naturel.

Au fil des études, des investigations environnementales et des évolutions agricoles, il s'est avéré nécessaire de faire évoluer le périmètre d'extension de la zone d'activités des Platières, périmètre qui a été redéfini et délibéré lors du Conseil Communautaire du 18 Décembre 2018 (délibération jointe en annexe n°2).

La Communauté de Communes du Pays Mornantais conduit ainsi cette procédure.

Une demande de cas par cas auprès de l'Autorité environnementale a été déposée en mars 2019, qui a sollicité une évaluation environnementale. Elle est ainsi jointe au dossier de déclaration de projet et intégrée dans chaque rapport de présentation de chaque dossier de mise en compatibilité des PLU. Ainsi, l'Autorité environnementale est consultée sur cette étude.

Cette décision a pour conséquence d'ouvrir la procédure au droit d'initiative et à la concertation préalable, dispositifs prévus par le code de l'urbanisme et les articles L.121-16 et suivants du code l'environnement. La Commission nationale du débat public (CNDP) a été saisie pour la nomination d'un garant. Cette concertation se réalisera courant septembre 2019.

Une réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques est programmée le 8 Juillet 2019.

Le dossier sera soumis à l'avis de plusieurs personnes publiques associées tels que la Chambre d'Agriculture, l'INAO ainsi qu'à la Commission Départementale des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

L'enquête publique sera conduite par l'Etat et portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur les mises en compatibilité des PLU.

Article L.153-54 du code de l'urbanisme : « Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L.300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

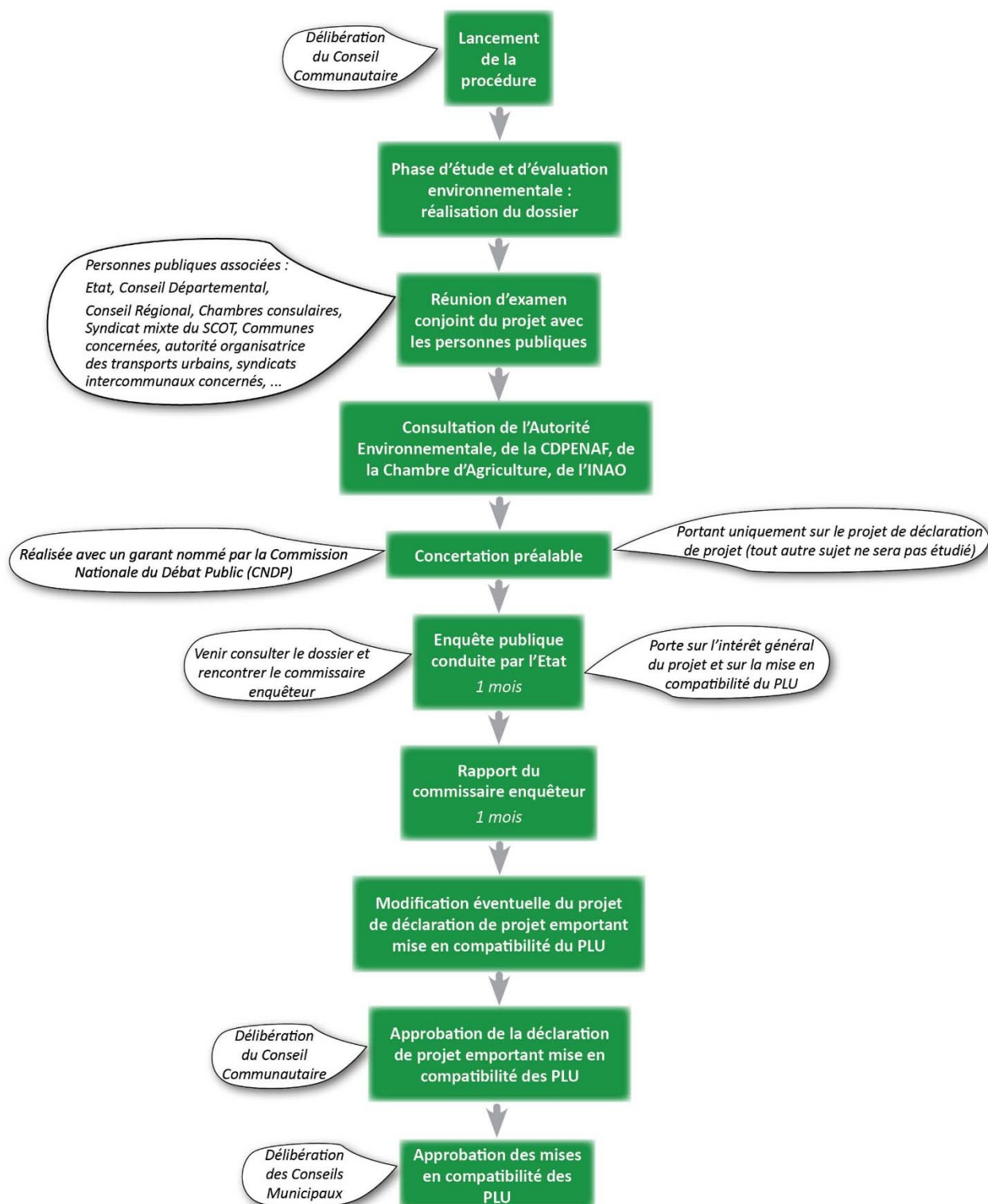
1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

4.2 DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DES PLU



ANNEXES

ANNEXE 1 : DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COPAMO DE PRESCRIPTION DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DES PLU DE MORNANT, CHASSAGNY ET SAINT LAURENT D'AGNY

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS MORNANTAIS Le Clos Fourneau CS 40107 69440 MORNANT	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE Délibération n° 087/17	Envoyé en préfecture le 01/12/2017 Reçu en préfecture le 01/12/2017 ID : 069-246900740-2017-1128-CC087_17-DE
L'an deux mille dix-sept Le vingt-huit novembre à dix-huit heures Le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Salle du Conseil Communautaire à Mornant, sous la présidence de M. Thierry Badel.		
Date de convocation : 21/11/2017		
Nombre de membres : En exercice 40 Présents 29 Votes 37	PRESENTS : Thierry Badel, Marie-Odile Berthollet, Loïc Biot, Fabien Breuzin, Isabelle Brouillet, Sylvie Broyer, Jean-Yves Caradec, Bernard Chatain, Marc Coste, Christèle Crozier, Pascale Daniel, Christian Fromont, Pascal Furnion, Yves Gougne, Charles Julian, Véronique Lacoste, Catherine Lamena, Pascal Outrebon, Dominique Peillon, Isabelle Petit, Renaud Pfeffer, Paulette Poilane, Grégory Rousset, André Rullière, Françoise Tribollet, Frank Valette, Pierre Verguin, Gabriel Villard, Jean-Marc Vuille. ABSENTS : Catherine Cerro, Pascale Chapot, Marie-Noëlle Charles, Cyrille Decourt, Ghislaine Didier, Pierre Dussurgey, Gérard Grange, Nathalie Granjon-Pialat, Françoise Million, André Montet, Anny Thizy. PROCURATIONS : Catherine Cerro donne procuration à Véronique Lacoste Pascale Chapot donne procuration à Pascale Daniel Marie-Noëlle Charles donne procuration à Yves Gougne Gérard Grange donne procuration à Bernard Chatain Nathalie Granjon-Pialat donne procuration à Jean-Yves Caradec Françoise Million donne procuration à Loïc Biot André Montet donne procuration à Françoise Tribollet Anny Thizy donne procuration à Grégory Rousset SECRETAIRE DE SÉANCE : Véronique Lacoste	
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ***** Extension des Platières Déclaration de projet valant mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) de Chassagny, Mornant, Saint Laurent d'Agny Engagement de la procédure et fixation des objectifs	Rapporteur : Monsieur Christian Fromont, Vice-Président délégué au Développement Economique, au Tourisme et aux Déplacements Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-54 à L153-59, L 300-6 et R 153-16, Vu l'article L 153-54 du Code de l'Urbanisme qui prévoit que : « Une opération faisant l'objet d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si : • l'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence, • les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 », Vu le Code de l'Environnement, Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par arrêté préfectoral n°69-2016-12-15-007 en date du 15 décembre 2016 et notamment sa compétence en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique,	

Envoyé en préfecture le 01/12/2017
 Reçu en préfecture le 01/12/2017
 Affiché le 
 ID : 069-246900740-20171128-CC087_17-DE

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération du Comité Syndical du Syndicat de l'Ouest Lyonnais le 2 février 2011 et exécutoire depuis le 11 avril 2011,

Vu les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des Communes de Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agnay,

Vu la délibération n° 002/13 du Conseil Communautaire en date du 5 février 2013 autorisant Monsieur le Président à lancer les études de faisabilité sur le périmètre de la concertation et à signer tout document nécessaire,

Vu la délibération n° 095/14 du Conseil Communautaire en date du 23 septembre 2014 prenant en considération l'intention de création de la ZAC, approuvant la définition des objectifs et les modalités de la concertation, et décidant du lancement de la concertation préalable – Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) – Parc d'activités des Platières,

Vu la décision n° 003/14 de Monsieur le Président de la COPAMO en date du 26 février 2014 portant attribution du marché n° 2013-064 d'études préalables à la création d'un dossier de ZAC à vocation économique (missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage) au groupement SEPT/SERL,

Vu la délibération n° 050/14 du Conseil Municipal de la Commune de Chassagny en date du 1^{er} septembre 2014 portant définition des objectifs du projet, présentation du périmètre d'étude et lancement de la concertation préalable à la ZAC et instituant un sursis à statuer au titre de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme à l'intérieur du périmètre défini en annexe, pour tout projet qui viendrait compromettre l'aménagement de la zone,

Vu la délibération n° 088/14 du Conseil Municipal de la Commune de Mornant en date du 22 septembre 2014 portant définition des objectifs du projet, présentation du périmètre d'étude et lancement de la concertation préalable à la ZAC et instituant un sursis à statuer au titre de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme à l'intérieur du périmètre défini en annexe, pour tout projet qui viendrait compromettre l'aménagement de la zone,

Vu la délibération n° 14D-0906 du Conseil Municipal de la Commune de Saint Laurent d'Agnay en date du 8 septembre 2014 portant définition des objectifs du projet, présentation du périmètre d'étude et lancement de la concertation préalable à la ZAC et instituant un sursis à statuer au titre de l'article L. 111-10 du Code de l'Urbanisme à l'intérieur du périmètre défini en annexe, pour tout projet qui viendrait compromettre l'aménagement de la zone,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 février 2014 approuvant le PLU et la délibération du 26 Janvier 2015 approuvant la modification n°1 du PLU de la Commune de Chassagny,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 Mars 2016 approuvant le PLU de la Commune de Mornant,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15 Avril 2013 approuvant le PLU de la Commune de Saint Laurent d'Agnay,

Vu la délibération du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération du comité syndical du Syndicat de l'Ouest Lyonnais le 2 février 2011 et exécutoire depuis le 11 avril 2011,

Vu le périmètre relatif à la déclaration et annexé à la présente délibération,

Considérant l'extension de 39,4 hectares du Parc d'activités Les Platières autorisée par le SCoT sur les Communes de Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agnay en deux phases (20 hectares entre 2015 et 2020 et le reste après 2020),

Considérant la création d'un comité de pilotage spécifique relatif à l'extension du parc d'activités, réunissant des représentants de la collectivité et des 3 communes concernées par le projet,

Envoyé en préfecture le 01/12/2017

Reçu en préfecture le 01/12/2017

Affiché le



ID : 069-246900740-20171128-CC087_17-DE

Considérant la démarche de concertation lancée au cours du second semestre 2011 avec l'ensemble des partenaires de la collectivité : représentants des entreprises, chambres consulaires, syndicats agricoles, associations de protection de l'environnement, services de l'Etat, élus des collectivités locales associées et des différentes instances de la COPAMO,

Considérant les démarches engagées par la COPAMO pour étendre l'offre foncière d'accueil d'entreprises sur son territoire et la définition d'un périmètre d'accueil concerté avec les associations environnementales et agricoles,

Considérant les conclusions de l'étude de faisabilité pour l'extension du parc d'activités des Platières, et la nécessité de réduire le périmètre d'extension, validé par la COPAMO, du fait :

- des contraintes environnementales ou d'espèces protégées et notamment au Nord-Ouest (Mornant) et au Sud-Est (Saint Laurent d'Agnay),
- des contraintes topographiques et de la présence de la ligne HTA,
- des conditions de viabilité et ses conséquences économiques par rapport aux équilibres financiers des secteurs concernés,
- au sud, des terrains peu accessibles, peu propices au développement d'activités économiques,

Considérant que l'analyse financière des secteurs de développement a mis en évidence :

- un secteur Est fortement déficitaire dans l'hypothèse d'une intégration forte au parc d'activités existant (maillage, réseaux,...),
- un secteur Nord-Ouest très déficitaire du fait des coûts/contraintes de compensations environnementales d'où la réduction du périmètre),
- un secteur Nord Est à la limite de l'équilibre qui a fait l'objet d'une optimisation des principes de développement pour rationaliser sa sortie opérationnelle,
- un secteur Sud potentiellement excédentaire mais qui doit intégrer une stratégie de développement anticipant d'éventuelles évolutions à l'Ouest du périmètre d'extension envisagée,

Considérant que les équilibres économiques actuels de ces développements n'étant pas, à ce jour, supportables par la COPAMO, le projet de création d'une ZAC d'extension du parc d'activité des platières n'a pas été retenu par le COPIL,

Considérant la demande régulière de terrains pour l'accueil de foncier à vocation économique par des porteurs de projets privés qui ne peut être satisfaite du fait de l'absence de foncier urbanisable sur le secteur des Platières,

Considérant que les périmètres d'extensions étudiés sont inscrits à ce jour en zones Agricoles A, Aa et Naturelles et de ce fait non constructibles,

Considérant que les dispositions des PLU des Communes de Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agnay ne sont pas compatibles avec l'accueil d'entreprises sur les territoires d'extensions identifiés,

Considérant l'intérêt général que représentent l'accueil d'entreprises et la création d'emplois sur le territoire communautaire,

Vu l'avis favorable du COPIL FISAC du 12 juin 2017,

Où l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

Certifié exécutoire
Transmis en
Préfecture le

Notifié ou publié
le
Le Président

Envoyé en préfecture le 01/12/2017

Reçu en préfecture le 01/12/2017

Affiché le

Bureau
Levallois

ID : 069-246900740-20171128-CC087_17-DE

ENGAGE la procédure de Déclaration de projet avec mise en compatibilité des PLU des Communes de Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agnay, conformément aux dispositions des articles L 104-3, L 300-6, R 104-8 à 104-14, L 153-54 à 153-59, R 153-15 à 153-17 du Code de l'Urbanisme,

RESPECTE les étapes nécessaires et réglementaires de la procédure,

POURSUIT la démarche de concertation historique engagée sur le dossier d'extension des Platières à travers cette procédure et d'utiliser les supports nécessaires à sa communication,

NOTIFIE au Préfet, aux communes, ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme cette décision,

INSCRIT les crédits nécessaires au budget annexe ZAE Platières 3,

AUTORISE Monsieur le Président à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de services concernant ladite procédure de déclaration de projet et de prendre tout acte visant à l'organisation et la conduite de ladite procédure y compris pour l'évaluation environnementale si elle était jugée nécessaire.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour copie certifiée conforme.

Le Président,
Thierry BADEL



ANNEXE 2 : DELIBERATION COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COPAMO RELATIVE A L'EVOLUTION DU PERIMETRE D'EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES DES PLATIERES

COMMUNAUTE DE
COMMUNES DU PAYS
MORNANTAIS
Le Clos Fournereau
CS 40107
69440 MORNANT

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE Délibération n° 105/18

Envoyé en préfecture le 21/12/2018
Reçu en préfecture le 21/12/2018
Affiché le 
ID : 069-246900740-20181218-CC105_18-DE

L'an deux mille dix-huit
Le dix-huit décembre à dix-huit heures
Le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Salle du Conseil Communautaire à Mornant, sous la présidence de M. Thierry Badel.

Date de convocation : 11/12/2018

Nombre de membres :

En exercice 38
Présents 27
Votes 33

PRESENTS :

Thierry Badel, Marie-Odile Berthollet, Loïc Biot, Fabien Breuzin, Isabelle Brouillet, Sylvie Broyer, Jean-Yves Caradec, Marie-Noëlle Charles, Bernard Chatain, Christèle Crozier, Pascale Daniel, Cyrille Decourt, Christian Fromont, Pascal Furnion, Yves Gougne, Gérard Grange, Nathalie Granjon-Pialat, Charles Jullian, Véronique Lacoste, Catherine Lamena, André Montet, Pascal Outrebon, Isabelle Petit, André Rulhière, Françoise Tribollet, Frank Valette, Gabriel Villard.

ABSENTS / EXCUSES :

Catherine Cerro, Pascale Chapot, Marc Coste, Françoise Million, Dominique Peillon, Renaud Pfeffer, Paulette Poilane, Grégory Rousset, Anny Thizy, Pierre Verguin, Jean-Marc Vuille.

PROCURATIONS :

Pascale Chapot donne procuration à Pascale Daniel
Marc Coste donne procuration à Thierry Badel
Dominique Peillon donne procuration à Gabriel Villard
Renaud Pfeffer donne procuration à Frank Valette
Grégory Rousset donne procuration à Jean-Yves Caradec
Anny Thizy donne procuration à Nathalie Granjon-Pialat

SECRETAIRE DE SÉANCE : Fabien Breuzin

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Déclaration de Projet
« extension de la
Zone d'Activités
Economiques (ZAE)
les Platières »
emportant mise en
compatibilité des PLU
des communes de
Mornant, Saint
Laurent d'Agny et
Beauvallon
(Chassagny)

Modification du
périmètre et enquête
publique

Rapporteur : Monsieur Christian Fromont, Vice-Président délégué au Développement Economique et au Tourisme.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-54 à L153-59, L 300-6 et R 153-16 et L.143-46 du code de l'urbanisme.

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par arrêté préfectoral n° 69-2017-12-27-004 du 27 décembre 2017 et notamment sa compétence en matière d'Aménagement de l'Espace et de Développement Economique,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé par délibération du Comité Syndical du Syndicat de l'Ouest Lyonnais le 2 février 2011 et exécutoire depuis le 11 avril 2011,

Vu les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) des Communes de Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agny,

Vu la délibération n°087/17 du Conseil Communautaire en date du 28 novembre 2017 prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU de Mornant, Saint Laurent d'Agny et Chassagny et fixant les objectifs,

Considérant l'intérêt général que représentent l'accueil d'entreprises et la création d'emplois sur le territoire communautaire,

Considérant que le périmètre initial engagé et étudié dans le cadre des études préalables à la création d'un dossier de zone d'activités à vocation économique portait sur un large périmètre autour de la zone d'activités économiques existantes des Platières,

Envoyé en préfecture le 21/12/2018
 Reçu en préfecture le 21/12/2018
 Affiché le 
 ID : 069-246900740-20181218-CC105_18-DE

Considérant la large concertation et association réalisée avec les entreprises, chambres consulaires, services de l'Etat, monde agricole et associations de protection de l'environnement permettant d'affiner un périmètre plus réduit au vu de la préservation des enjeux environnementaux (notamment des zones humides sur Mornant) et agricole au Sud, périmètre acté dans la délibération prescrivant la procédure de déclaration de projet en date du 28 Novembre 2017,

Considérant les enjeux environnementaux plus importants sur la partie Nord Est sur la commune de Saint Laurent d'Agnay avec la présence de zones humides notamment, nécessitant de préserver certains espaces, limitant d'autant les surfaces constructibles,

Considérant l'évolution de l'activité agricole sur le secteur, avec l'arrêt et la non reprise en fin d'année 2018 de l'exploitation agricole située la plus proche et exploitant une grande partie des terrains au Sud sur la commune de Beauvallon (Chassagny), libérant ainsi du foncier pour réaliser une extension plus importante du parc d'activités des Platières à cet endroit (autour de 12 hectares),

Considérant la demande régulière de terrain pour l'accueil de foncier à vocation économique par des porteurs de projets privés qui ne peut être satisfaite du fait de l'absence de foncier urbanisable sur le secteur des Platières,

Considérant la nécessité d'accueillir de nouvelles entreprises dans le respect des objectifs chiffrés du SCOT de l'Ouest Lyonnais,

Considérant la nécessité de faire évoluer les documents d'urbanisme des communes concernées du fait de la présence de zone en partie non constructibles,

Considérant l'avancement de la procédure de déclaration de projet avec le lancement des consultations officielles en cette fin d'année 2018 (autorité environnementale pour le cas par cas, Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) notamment) et la réalisation d'une réunion d'examen conjoint du projet rassemblant l'ensemble des personnes publiques associées envisagée en février 2019,

Considérant la nécessité de solliciter l'Etat, conformément à l'article L.143-46 du code de l'urbanisme, pour réaliser l'enquête publique,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Instruction Développement Economique et Tourisme du 6 décembre 2018,

Où l'exposé de son rapporteur et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à 31 voix POUR et 2 ABSTENTIONS :

Certifié exécutoire
Transmis en
Préfecture le
Notifié ou publié
le
Le Président

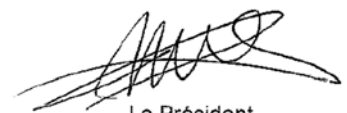
DONNE son accord pour revoir le périmètre du projet d'extension de la zone d'activités des Platières par rapport au périmètre joint à la délibération de prescription de la procédure en date du 28 Novembre 2017, en étendant davantage le projet au Sud sur la commune de Beauvallon (Chassagny), du fait de l'arrêt de l'exploitation agricole (conformément au plan ci-joint),

POURSUIT la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, notamment en lançant le cas par cas, les consultations officielles et réalisant la réunion d'examen conjoint du projet,

POURSUIT la démarche de concertation engagée sur le dossier,

SOLLICITE l'Etat pour l'organisation de l'enquête publique sur ce projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des PLU des communes de Mornant, Saint Laurent d'Agnay et Beauvallon (Chassagny) relative au projet d'extension du parc d'activités des Platières.


Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.
 Pour copie certifiée conforme.





Le Président,
Thierry BADEL

 Parc d'activités des Platières

 Parc d'activités des Grandes Bruyères

 Périmètre d'étude acté dans la délibération du 28 novembre 2017

 Périmètre d'étude actualisé dans la présente délibération de décembre 2018

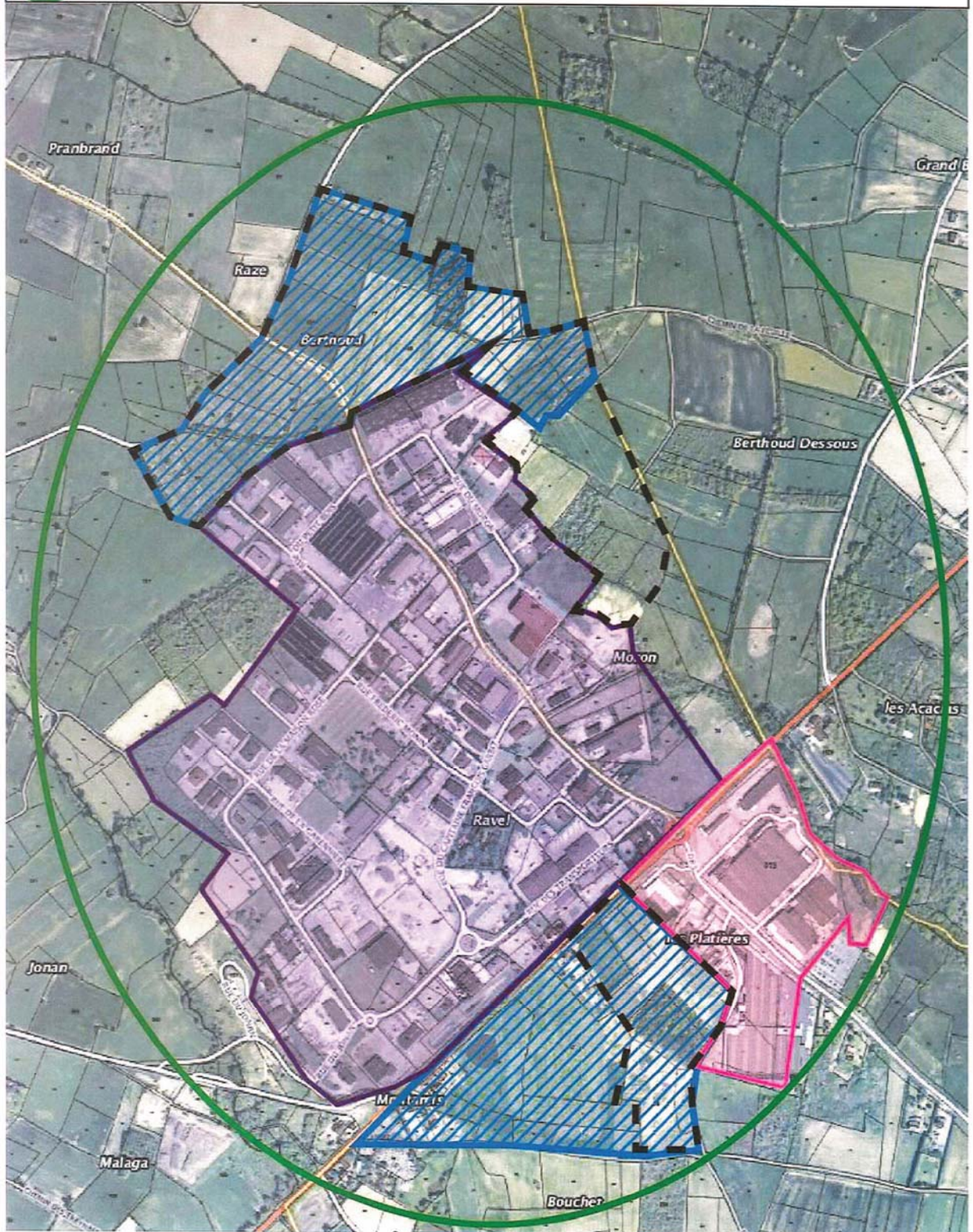
 Périmètre de concertation

Envoyé en préfecture le 21/12/2018

Reçu en préfecture le 21/12/2018

Affiché le

ID : 069-246900740-20181218-PJCC105_18-AU



ANNEXE 3 : ETUDE AGRICOLE SUR LE SECTEUR D'ETUDE REALISEE PAR LA CHAMBRE D'AGRICULTURE AVEC UN RENDU EN DATE DU 29 AOUT 2012

ANNEXE 4 : ETUDE DE DEFINITION DES ENJEUX DE PRESERVATION DES ESPECES ET DES MILIEUX NATURELS REALISEE EN OCTOBRE 2012 PAR LE CONSERVATOIRE RHONE-ALPES DES ESPACES NATURELS